



DKS

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°09/ADM/SIGAMP/FR/2023

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE L'ÉLABORATION DES RÈGLEMENTS ET MANUELS D'EXÉCUTION POUR L'OPTIMISATION DE LA COLLECTE ET DE LA GESTION DES RESSOURCES ALLOUÉES AU FONDS ROUTIER

I- CONTEXTE

Dans le souci de promouvoir et consolider une croissance économique durable, le Gouvernement, avec l'appui des partenaires au développement, a mis en place un Établissement Public Administratif de type particulier dénommé Fonds routier, qui est opérationnel depuis le 1^{er} janvier 1999.

Placé sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances et sous la tutelle technique du Ministre chargé des routes, le Fonds routier assure le financement et le paiement des prestations réalisées à l'entreprise et relatives à : (a) l'entretien du réseau routier prioritaire interurbain classé, communal et les voiries urbaines, (b) la prévention et la sécurité routières, (c) la protection du patrimoine routier national et (d) l'aménagement et la réhabilitation des routes.

Il a été institué par la loi n°96/07 du 08 avril 1996, puis renforcé par la loi n°2004/021 du 22 juillet 2004, qui a élargi ses missions au financement des opérations de réhabilitation et d'aménagement des routes dans le cadre du « Guichet Investissement », distinct et indépendant de celui destiné à l'entretien dénommé « Guichet Entretien ».

Depuis l'exercice 2018, les ressources du Guichet « Entretien » du Fonds routier sont plafonnées par la Loi de Finances et elles sont mises à la disposition du Fonds routier à travers le mécanisme de débit d'office mensuel du Compte unique du Trésor pour alimenter le compte du Fonds routier ouvert à la BEAC.

En ce qui concerne le Guichet Investissement, les ressources sont mises à la disposition du Fonds routier pour payer les décomptes validés.

La loi n°2022/007 du 27 avril 2022 portant protection du patrimoine routier national élargit les missions du Fonds routier. En effet, elle institue un mécanisme dit « Fonds routier » en vue du financement de la protection du patrimoine routier ayant pour objet :

- la mobilisation et la collecte des ressources nécessaires au financement des programmes d'étude, d'indemnisation, d'investissement et d'entretien des projets routiers et autoroutiers ;
- le financement des programmes de protection du patrimoine routier national, de prévention et de sécurité routières, d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des routes et autoroutes non concédées ;
- le paiement des prestations et travaux éligibles à ce mécanisme de financement.

Cette nouvelle loi dote le Fonds routier de trois (03) guichets au lieu de deux (02) comme par le passé :

- le Guichet « Entretien » ;
- le Guichet « Études et Investissement » ;
- le Guichet « Indemnisations ».

Elle précise que les ressources du Fonds routier sont constituées :

- de la redevance d'usage de la route ;
- de la quote-part du produit des amendes définies par la présente loi ;
- des dons et des subventions ;
- des fonds d'origines diverses en rapport direct avec l'usage de la route ;

7

- de la quote-part de la taxe spéciale sur les produits pétroliers ;
- du produit de la taxe de transit ;
- des dotations budgétaires des Ministères ;
- du droit de péage routier ou, en cas de concession du péage, de la redevance de concession ;
- des revenus des fonds placés dans les banques ou des opérations jugées rentables pour le Fonds.

La loi précise également que le Ministère en charge des finances s'assure de la comptabilisation des ressources au moment de la collecte pour des besoins unique de centralisation de l'information financière sur les recettes de l'État.

L'implémentation de cette vision du législateur implique l'élaboration d'un manuel de collecte adapté et propre qui présente pour chaque type de ressources l'existant en matière de collecte et le mécanisme de collecte à instituer pour le Fonds routier.

C'est dans cette perspective que la Banque Mondiale, dans de sa mission d'identification de la deuxième opération d'appui aux politiques de Développement pour la consolidation Budgétaire et la Croissance Inclusive au Cameroun, a inscrit comme éléments déclencheurs :

- la signature du décret transformant le Fonds routier en un Fonds de deuxième génération pour assurer le financement durable de l'exploitation et de l'entretien du réseau routier ;
- l'élaboration des règlements et manuels d'exécution pour l'optimisation de la collecte et de la gestion des ressources allouées au Fonds routier.

Par conséquent, le Fonds routier envisage de recruter un consultant individuel chargé d'élaborer les règlements et manuels d'exécution pour l'optimisation de la collecte et de la gestion des ressources allouées au Fonds routier.

II- OBJECTIF DE LA MISSION

La présente consultation a pour objet d'élaborer les règlements et manuels d'exécution pour l'optimisation de la collecte et de la gestion des ressources allouées au Fonds routier par la loi n°2022/007 du 27 avril 2022 portant protection du patrimoine routier national. De manière spécifique, il s'agit de :

- identifier de manière exhaustive, pour chaque type de ressource du Fonds routier, les acteurs intervenants dans le processus de collecte et de recouvrement ;
- recenser de façon exhaustive les différents supports produits par les intervenants du processus de collecte et de recouvrement des ressources du Fonds routier ;
- élaborer les projets d'arrêtés, de circulaire ou de décisions nécessaires pour collecter ou recouvrer les ressources du Fonds routier ;
- élaborer et décrire les procédures et processus de collecte, pour chaque type de ressource du Fonds routier, ainsi que les rôles assignés à chaque acteur ;
- élaborer un manuel de collecte, de recouvrement et de gestion des ressources du Fonds routier.

III- CONSISTANCE DE LA MISSION

Il est question de concevoir, de décrire et d'élaborer de manière exhaustive, étape par étape, les procédures et processus de collecte et de recouvrement des ressources du Fonds routier ainsi que les projets d'actes réglementaires qui encadrent ces opérations, le cas échéant. Ces règlements et manuels permettront :

- d'optimiser la collecte et le recouvrement des ressources du Fonds routier ;
- de sécuriser les ressources du Fonds routier ;

- de suivre de manière transparente le mécanisme de collecte et le recouvrement des ressources du Fonds routier ;
- de produire des statistiques journalières, hebdomadaires et mensuelles des ressources du Fonds routier ;
- d'avoir une bonne connaissance des procédures de collecte et de recouvrement des ressources du Fonds routier ;
- de produire les supports et extraits requis dans le processus de collecte et recouvrement des ressources du Fonds routier.

IV- PROCÉDURE DE SÉLECTION

Le consultant sera sélectionné suivant la procédure définie par les articles 117 et 118 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant codes des marchés publics relativement aux modalités de recrutement des consultants individuels.

V- EXPERIENCE ET QUALIFICATION DU CONSULTANT

Le consultant individuel doit être un cabinet spécialisé dans l'élaboration des manuels de procédures du secteur public (administrations centrales, établissements publics, entreprises publiques, autres organismes publics) avec de solides références dans l'élaboration des projets d'acte réglementaires et la connaissance des administrations de collecte, de recouvrement et de gestion des recettes de l'Etat.

Le consultant doit mobiliser une équipe minimale composée de :

- un (01) spécialiste des régies financières (Trésor/Impôt/Douane) (BAC+5 minimum), chef de mission, justifiant d'une très grande expérience (15 ans minimum) dans la conception et l'élaboration des procédures de collecte et de recouvrement des ressources publiques et l'élaboration des projets de textes y relatifs ;
- un (01) spécialiste en administration publique (BAC+5 minimum), justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans l'élaboration des textes réglementaires ;
- un (01) spécialiste en comptabilité, audit ou contrôle de gestion (BAC+5 minimum), justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans l'élaboration des manuels de procédures des entités publiques ou privées ;
- un (01) juriste (BAC+5 minimum) justifiant d'une expérience de 10 ans ;
- un (01) spécialiste en statistique (BAC+5 minimum) justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans la prévision et le suivi des ressources publiques.

CRITÈRES DE PRÉQUALIFICATION

La pré-qualification se fera sur la base des critères ci-après :

A- Qualifications de l'Expert 80pts

La mission sera réalisée par un Expert en audit.

La grille de notation est définie comme suit :

- au moins un diplôme BAC + 5 en finances publiques (Trésor/Impôt/Douane) : 25 pts ;
- au moins 15 ans d'expérience professionnelle en finances publiques : 15 pts ;

- références dans la conception et l'élaboration des procédures de collecte et de recouvrement des ressources publiques et l'élaboration des projets de textes : **30 pts** (10pts/mission) ;
- références en élaboration des manuels de procédure dans les administrations publiques : **10 pts** (5 pts/mission).

B – Présentation du dossier

: 5 pts

- Sommaire, pagination : **2 pts**
- Lisibilité des documents présentés : **2 pts**
- Intercalaires : **1 pt.**

C – Mobilisation des experts (15 points)

- Un spécialiste en administration publique (BAC+5 minimum), justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans l'élaboration des textes réglementaires : **5 pts** ;
- Un spécialiste en comptabilité, audit ou contrôle de gestion (BAC+5 minimum), justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans l'élaboration des manuels de procédures des entités publiques ou privées : **4 pts** ;
- Un spécialiste en droit public (BAC+5 minimum) justifiant d'une expérience de 10 ans : **3 pts** ;
- Un spécialiste en statistique (BAC+5 minimum) justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans la prévision et le suivi des ressources publiques : **3 pts**.

Dès l'adoption du dossier de pré-qualification par la Commission de Passation des Marchés, le consultant classé meilleur et ayant obtenu un score d'au moins 80/100 sera notifié par le Maître d'ouvrage pour la suite de la procédure.

NB : Les références doivent être justifiées par les procès-verbaux de réception, les copies de la première et de la dernière page des contrats, ou certificats de travail, ou lettres d'engagement, ou bons de commande, etc.).

VI- DUREE DE LA MISSION

La durée prévisionnelle pour l'exécution de la mission est de 120 jours à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

VII- LIVRABLES

Le Consultant produira les livrables ci-après :

- a) un rapport de cadrage ;
- b) un rapport provisoire et contenant :
 - les projets de règlements (arrêtés, circulaires ou décisions) encadrant la collecte et le recouvrement de ladite ressource ;
 - le projet de manuel d'exécution pour la collecte, le recouvrement et la gestion de ladite ressource.
- c) un rapport final.

(i) Une séance de travail sera organisée avec l'Administrateur du Fonds, ses collaborateurs et le Consultant pour examiner lesdits projets et formuler les observations.

(ii) Après prise en compte des observations formulées sur ces extrants, le Consultant produira les projets provisoires qui seront soumis à la validation du Fonds routier et des tutelles financière et technique.

(iii) Les projets définitifs qui tiennent compte des observations des tutelles financière et technique seront livrés au Fonds routier au plus tard deux semaines après la réception de leurs observations.

VIII- DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Le pli fermé contenant la manifestation d'intérêt en six (06) exemplaires dont un (01) original et six (05) copies et portant la mention : *Appel à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration des règlements et manuels d'exécution pour l'optimisation de la collecte et de la gestion des ressources allouées au fonds routier au Fonds routier « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »* devra être déposé au plus tard le 28 août 2023 à 15h30mn l'adresse suivante :

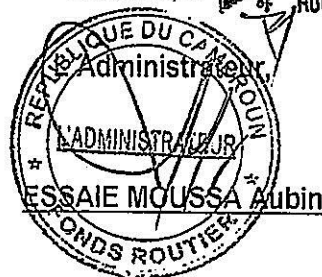
FONDS ROUTIER:

Immeuble SNI 12^{ème} étage – porte 12-21 – COURRIER
BP 6221 Yaoundé – CAMEROUN
Tél.: (237) 222 22 47 52

IX- FINANCEMENT

Le financement de la mission sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds routier – Exercice 2023 - Guichet Entretien.

Yaoundé, le 4 AOUT 2023





CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.09/ADM/SIGAMP/FR/2023
FOR THE RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT IN CHARGE OF DEVELOPING
REGULATIONS AND IMPLEMENTATION MANUALS TO OPTIMISE THE COLLECTION AND
MANAGEMENT OF RESOURCES ALLOCATED TO THE ROAD FUND

I- BACKGROUND

In a bid to promote and consolidate sustainable economic growth, the Government of the Republic of Cameroon has created, with the support of development partners, a special Public Administrative Establishment referred to as the Road Fund, which has been operational since 1999.

Placed under the financial supervision of the Minister in charge of Finance and the technical supervision of the Minister in charge of Roads, the Road Fund ensures the financing and payment of services provided by companies and relating to: (a) maintenance of the priority classified interurban, municipal and urban road network, (b) road safety, (c) protection of the national road assets and (d) road development and rehabilitation.

This institution was established by Law No. 96/07 of 08 April 1996, then reorganised by Law No. No.2004/021 of 22 July 2004, which has extended its missions to the financing of road rehabilitation and development operations within the framework of the "Investment Window", distinct and independent from the "Maintenance Window", meant for maintenance.

Since the 2018 financial year, a ceiling has been set by the Finance Law on the resources of the Road Fund intended for "Maintenance Window", which are made available to the institution through the monthly automatic debit mechanism of the Treasury's Single Account, to replenish its account opened with the Bank of Central African States (BEAC).

For their part, resources meant for the "Investment Window" are put at the disposal of the Road Fund to pay approved invoices.

Law No. 2022/007 of 27 April 2022 on the protection of the national roads asset has further extended the mission of the Road Fund. In fact, it has instituted a mechanism known as the "Road Fund", to finance the protection of road assets and aimed at:

- mobilising and collecting the resources needed to finance study, compensation, investment and maintenance programmes for road and motorway projects;
- financing programmes for ensuring the protection of national road assets, road safety, as well as the maintenance, rehabilitation and development of roads and motorways that are not under concession;
- ensuring the payment of services and works eligible for this funding mechanism.

This new law has provided the Road Fund with three (3) windows instead of two (2) as in the past. They are:

- "Maintenance" Window;
- "Studies and Investment" Window;
- "Compensation" Window.

It states that the resources of the Road Fund consist of:

- road user charges;

10

- share from fines defined by the law;
- donations and subsidies;
- funds from various sources directly related to road use;
- share from the speculation on petroleum products;
- revenues from transit tax;
- budgets of Ministries;
- road toll or, in the case of a toll concession, concession fees;
- profits from funds invested in banks or operations deemed profitable for the Fund.

The law also stipulates that the Ministry in charge of Finance shall ensure resources accounting at the time they are collected, for the sole purpose of centralising financial information on State revenues.

The implementation of this latter provision calls for the development of a suitable and specific collection manual which provides the Road Fund with the existing collection system and mechanism for each type of resource.

It is in this light that the World Bank, in its mission to identify the second Fiscal Consolidation and Inclusive Growth Development Policy Operation in Cameroon, listed the following as triggers for this goal:

- signing of a decree transforming the Road Fund into a second-generation Fund to ensure sustainable financing for the operation and maintenance of the road network;
- development of regulations and implementation manuals to optimise the collection and management of resources allocated to the Road Fund.

Consequently, the Road Fund intends to recruit an individual consultant in charge of developing regulations and implementation manuals to optimise the collection and management of resources it is allocated.

II- OBJECTIVES OF THE MISSION

This consultation aims to develop regulations and implementation manuals for optimising the collection and management of the resources allocated to the Road Fund by Law No. 2022/007 of 27 April 2022 on the protection of the national roads asset. Specifically, the aim is to:

- identify, for each type of Road Fund resource, all the stakeholders involved in the collection and recovery process;
- make an exhaustive inventory of the various means produced by those involved in the process of collecting and recovering Road Fund resources;
- prepare draft orders, circulars or decisions needed to ensure the collection or recovery of the Road Fund resources;
- develop and describe the collection procedures and processes for each type of Road Fund resource, as well as the roles assigned to each stakeholder;
- develop a manual for the collection, recovery and management of the Road Fund resources.

7

III- SCOPE OF THE MISSION

The mission consists of the design, description, development, step by step, of all the procedures and processes for collecting and recovering resources of the Road Fund as well as draft regulations governing these operations, where applicable. These regulations and manuals will enable the Road Fund to:

- optimise the collection and recovery of its resources;
- secure its resources;
- monitor in a transparent manner the mechanism for collecting and recovering its resources;
- produce daily, weekly and monthly statistics on its resources;
- have a good knowledge of the procedures for collecting and recovering its resources;
- produce the material and inputs required in the process of collecting and recovering its resources.

IV- SELECTION PROCEDURE

The consultant will be selected according to the procedure set out in Articles 117 and 118 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to transpose the Public Contracts Code, relating to the terms and conditions for the recruitment of individual consultants.

V- EXPERIENCE AND QUALIFICATION OF THE CONSULTANT

The individual consultant must be a firm specialised in the development of manuals of procedures for the public sector (central administrations, public establishments, public enterprises, other public bodies) with solid references in the development of draft regulatory instruments and knowledge of the administrations responsible for the collection, recovery and management of Government revenues.

The consultant must mobilise a team made up of a minimum of:

- one (1) specialist in financial management (Treasury/Tax/Customs) (BAC/ GCE A +5 years at least), head of mission, with great experience (15 years at least) in the design and development of procedures for the collection and recovery of public resources and the development of draft instruments relating thereto;
- one (1) specialist in public administration (BAC/ GCE A +5 years at least), with a minimum of 10 years of experience in drafting statutory instruments;
- one (1) specialist in accounting, auditing or management control (BAC/ GCE A +5 years at least), with a minimum of 10 years of experience in the development of manuals of procedures for public or private entities;
- one (1) legal officer (BAC/ GCE A +5 at least) with 10 years of experience;
- one (1) statistics specialist (BAC/ GCE A +5 years at least), with a minimum of 10 years of experience in forecasting and monitoring public resources.

PPRE-QUALIFICATION CRITERIA

Pre-qualification will be based on the following criteria:

A- Expert Qualifications

80pts



The mission will be carried out by an Audit Expert.

The rating grid is defined as follows:

- at least a BAC/GCE A + 5 years in public finance (Treasury/Tax/Customs): **25 pts**;
- at least 15 years of professional experience in public finance: **15 pts**;
- references in the design and development of procedures for the collection and recovery of public resources and the development of draft instruments: **30 pts (10pts/mission)**;
- references in the development of procedure manuals in public administrations: **10 pts (5 pts/mission)**.

B – Presentation of File

: 5 pts

- Summary, pagination : 2 pts
- Legibility of documents presented : 2 pts
- Separator sheets : 1 pt.

C – Mobilisation of experts (16 points)

- one (1) specialist in public administration (BAC/ GCE A +5 years at least), with a minimum of 10 years of experience in drafting statutory instruments: **5 pts**;
- one (1) specialist in accounting, auditing or management control (BAC/ GCE A + 5 years at least), with a minimum of 10 years of experience in the development of manuals of procedures for public or private entities: **4 pts**;
- one specialist in public law (BAC/GCE A +5 years at least) with 10 years of experience: **3 pts**;
- one statistics specialist (BAC/ GCE A +5 years at least), with a minimum of 10 years of experience in forecasting and monitoring public resources: **3 pts**.

Upon acceptance of the pre-qualification file by the Tenders Board, the best ranked consultant having scored at least 80/100 will be notified by the Project Owner for further proceedings.

Note: References must be supported by acceptance reports, copies of the first and last pages of contracts, or certificates of employment, or letters of commitment or purchase orders, etc.).

VI- DURATION OF THE MISSION:

The estimated duration of the mission shall be one hundred and twenty (120) days, with effect from the date of notification of the Service Order prescribing the start of services.

VII- DELIVERABLES

The Consultant shall produce the following deliverables:

- a) a scoping report
- b) a provisional report containing the following:
 - draft regulations (orders, circulars or decisions) governing the collection and recovery of this resource.
 - a draft implementation manual for the collection, recovery and management of the said resource.
- c) a final report.

(i) A working session bringing together the Road Fund Administrator, his staff and the Consultant will be held, to review the said drafts and comments.

(ii) After taking into account the comments, the Consultant will produce provisional drafts which will be submitted to the Road Fund and to the financial and technical supervisors for validation.

(iii) The final draft incorporating the comments made by the financial and technical supervisors, will be delivered to the Road Fund no later than two weeks after such comments must have been made.

VIII- DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATIONS

The sealed envelope containing the expression of interest in sextuplicate (6), including one (1) original and five (5) copies shall bear the following: *Call for expression of interest for the recruitment of an individual consultant in charge of developing regulations and implementation manuals to optimise the collection and management of resources allocated to the Road Fund "To be opened only during bids opening session" and be submitted no later than 28 August 2023 at 3:30 p.m. to the following address:*

ROAD FUND:

SNI building, 12th floor, Room 12-21 - MAIL OFFICE

PO Box: 6221 Yaounde - CAMEROON

Tel.: (237) 222 22 47 52

IX- FINANCING:

The mission shall be financed by the Road Fund's operating budget for the Financial Year 2023 - Maintenance Window.

